

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

\*\*\*\*\*

Présents : M. ECHIVARD – Mme QUODBACH – Mme TOUSCH – Mme VIGOUROUX – M. POLLRATZKY – M. BLUM – Mme JUNG-SAUNIER – Mme KARST – Mme HEYMANN

Absents : M. KIRCH

Procurations : M. ZANGA à M. ECHIVARD - M. ZINS à M. POLLRATZKY - Mme RAPP à Mme VIGOUROUX – M. MERTZ à Mme TOUSCH – M. LINDEN à Mme QUODBACH

Secrétaire de séance : Coralie BERNARDOTTO, Secrétaire de Mairie

\*\*\*\*\*

**015-2025 : Adoption d'une amende administrative pour dépôts sauvages**

Deux types de moyens juridiques à caractère répressif existent pour lutter contre les incivilités :

- la sanction pénale, définie dans le Code pénal et dans le Code de l'environnement.
- les sanctions administratives prononcées par le Maire en vertu de ses pouvoirs de police.

Le Maire est chargé de réprimer les dépôts sauvages définis juridiquement comme étant un abandon de déchets dans des conditions illégales.

Il est proposé au conseil municipal de fixer les modalités de mise en œuvre, ainsi que le montant de l'amende en cas d'identification du responsable d'un dépôt sauvage, en application de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020, relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire et de l'article L 541-3 du Code de l'environnement notamment.

VU la loi n° 2020-105, du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ;

VU le Code de la sécurité intérieure ;

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

VU le Code général des collectivités territoriales, VU le Code pénal,

VU l'article L 541-3 du Code de l'environnement,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

D'instaurer une amende administrative pour toute personne, auteure d'un dépôt sauvage.  
De fixer ainsi le montant de l'amende administrative forfaitaire :

- Pour un dépôt de mégot, canette, bouteille, emballage, masque, mouchoir, déjections animales.... et autres déchets de faible encombrement, déposés illégalement dans l'espace public : 50 €.
- Pour un sac poubelle, un amas de détritrus, de papier, de journaux/magasines, des cartons, des cagettes, des caisses, et autres déchets d'encombrement moyennement importants, déposés illégalement dans l'espace public : 500 €.
- Pour des déchets de gros volumes : tas de gravats, tas de ferraille et de tous matériaux de construction, tas de déchets végétaux, pneumatiques, bâches, électroménager, mobilier, matériel électrique ou électronique, épaves, fluides, polluants, autres déchets d'encombrement importants, déposés illégalement dans l'espace public :

1 500 €.

De préciser que la procédure administrative engagée à l'encontre des contrevenants ne fait pas obstacle à l'application d'une sanction pénale par le tribunal judiciaire.

De préciser que le Maire impose, en même temps qu'il met en demeure l'auteur des faits, le paiement d'une amende administrative selon la procédure de l'état exécutoire avec recouvrement par le Trésor public.

De donner tout pouvoir à Monsieur le Maire et/ou son représentant pour signer les pièces nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération.

D'autoriser le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet.

**016-2025 : ALCOME – Protection de l’environnement**

Alcome est un éco-organisme agréé par l’Etat.

Sa mission est de participer à la réduction de la présence des déchets issus des produits de tabac, jetés de manière inappropriée dans l’espace public.

Les actions sont : SENSIBILISER par des outils de communication – AMELIORER par la mise à disposition de cendriers – SOUTENIR financièrement les communes qui s’engagent.

Dans ce cadre ALCOME propose de contractualiser avec les collectivités territoriales en charge du nettoyage des voiries publiques, sur la base d’un contrat de type unique.

Ce contrat prévoit :

- L’état des lieux relatifs à l’organisation du nettoyage des voies publiques
- L’état des lieux de la prévention de l’abandon des déchets

ALCOME apportera un soutien financier ainsi que des kits de sensibilisation conformément au contrat.

La commune de Rémering-lès-Puttelange dispose de la Responsabilité de nettoyage des voiries. Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC) N° 2020-105 du 10 février 2020 ; Vu les articles L.541-10 et L.541-10-1 19° du Code de l’Environnement ;

Vu le projet de délibération en date du 24 septembre 2025 par lequel Monsieur le Maire de Rémering-lès-Puttelange, lui propose de signer le contrat entre la commune de Rémering-lès-Puttelange et ALCOME ;

Délibère

Article 1 : Approuve la signature du contrat-type entre la commune de Rémering-lès-Puttelange et ALCOME pour la durée de l’agrément

Article 2 : autorise Monsieur le Maire de Rémering-lès-Puttelange à le signer et tout document afférent à ce sujet.

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

**017-2025 : Non-valeur**

M. le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est nécessaire d'annuler 1 titre de recette émis pour un montant total de 1.750 € :

Créance irrécouvrable

- titre T-70270000016-2019 au nom de Christophe KREMER 1.750,00 €

Dans l'impossibilité de recouvrer ledit montant, Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide la mise en non-valeur de la somme précitée.

**Location de terrains agricoles**

Ce point est reporté.

**018-2025 : Signalisation routière - Subvention AMISSUR**

Monsieur le Maire soumet au Conseil Municipal le projet de travaux 2025-2026 suivant :

**Signalisation routière**

- Coût HT estimé à 12.978,95 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Adopte le projet de Travaux de signalisation routière
- Décide la réalisation du projet tel que présenté
- Arrête les modalités de financement comme suit :

	<b>FINANCEMENTS ESCOMPTE</b>	
	AMISSUR	Reste à la charge de la commune
Base subventionnable	12.978,95	
	<b>3893,68</b>	<b>9085.27</b>
% par rapport au coût total	30 %	70 %

- Charge le Maire de solliciter la subvention correspondante, notamment auprès du Conseil Départemental dans le cadre du dispositif AMISSUR
- Décide de couvrir la part à la charge de la commune sur fonds propres

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

- Autorise le Maire à signer tous documents et commandes à intervenir, ainsi que toutes les pièces s'y rapportant.

**019-2025 : Subvention Sapeurs-pompiers des Lacs**

Le Conseil Municipal décide, à l'unanimité, d'accorder la subvention suivante :

- |                             |          |
|-----------------------------|----------|
| - Sapeurs-pompiers des Lacs | 200,00 € |
|-----------------------------|----------|

**020-2025 : ONF – Travaux d'exploitation 2026**

M. le Maire présente au Conseil Municipal le programme des travaux d'exploitation de l'exercice 2026 ainsi que le programme de martelage.

La recette brute escomptée s'élève à 18.574,00 € pour un volume total de 1039 m3. La dépense totale du programme de travaux est estimée à 6.502,51 € HT.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Adopte le programme de travaux 2026 et l'état de prévision des coupes ainsi que le programme de martelage tels que présentés
- Adopte le programme de travaux réalisés par le biais de l'Assistance Technique à Donneur d'Ordre (ATDO) pour un montant estimé de 6.502,51 € HT
- S'engage à inscrire cette dépense au budget 2026

**021-2025 : Création de poste**

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil municipal compte tenu des nécessités du service, de modifier le tableau des effectifs, afin de permettre la nomination de l'agent inscrit au tableau d'avancement de grade établi pour l'année 2025.

Cette modification, préalable à la nomination, entraîne :

- la création de l'emploi correspondant au grade d'avancement,
- la suppression de l'emploi d'origine.

Vu le tableau des emplois,

**Le Maire propose à l'assemblée,**

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

- la création d'un emploi d'Agent de maîtrise à temps complet.

**Le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité  
DECIDE :**

**- d'adopter la modification du tableau des emplois ainsi proposée.**

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans l'emploi seront inscrits au budget au chapitre prévu à cet effet.

**022-2025 : Convention relative aux itinéraires cyclables communautaires**

Le Conseil Municipal, après présentation du projet de convention avec la Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences, relative aux itinéraires cyclables communautaires ;

Après en avoir délibéré,

Décide à l'unanimité :

- D'autoriser le Maire à signer la Convention ainsi que toutes les pièces s'y rapportant.

**023-2025 : Règlement cimetière**

Le Conseil Municipal décide, à l'unanimité, de la mise à jour du règlement du cimetière qui se substitue à l'ancien :

Le Maire de la Commune de :

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu le code pénal Article R 26,
- Vu le décret du 23 prairial AN XII,
- Vu l'ordonnance du 6 décembre 1843,
- Vu La loi du 18 juillet 1867 et du 24 juillet 1867,
- Vu le décret 76-435 du 28 Mai 1976,
- Vu la loi 93-23 du 8 janvier 1993,
- Vu le décret 94-1027 du 23 novembre 1994 codifiant les textes relatifs aux opérations d'inhumation, d'exhumation, d'incinération et de transport

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

de corps, portant modification des dispositions réglementaires du code des communes relatives aux opérations funéraires,

- Vu le Décret n° 95-653 du 9 Mai 1995 relatif au règlement national des pompes funèbres,
- Vu la Loi n° 96-142 du 21 Février 1996 relatif à la suppression de la quote-part des produits financiers de la vente de concessions réservés au C.C.A.S.,
- Vu le Décret 2000-318 du 7 Avril 2000 relatif à l'entrée en vigueur de la partie réglementaire du C.G.C.T.,
- Vu la loi 2008-1350 du 19 Décembre 2008 relatif à la législation funéraire,
- Vu le décret 2010-917 du 03 Août 2010 relatif à la surveillance des opérations funéraires,
- Vu le décret 2011-121 du 28 Janvier 2011,
- Vu la circulaire ministérielle, relative au renforcement des contrôles dans le secteur funéraire,
- Vu la loi 2015-177 du 16 février 2015 portant sur la simplification des démarches funéraires,
- Vu la loi de finance 2020-1721 portant suppression des taxes funéraires,
- Vu le décret n° 2024-790 du 10 juillet 2024 portant mesures de simplification administrative dans le domaine funéraire,
- Vu la délibération N°013-2020 du 02 juin 2020 portant durée, tarif des concessions, et vacation concernant les opérations funéraire.

Considérant qu'il est indispensable de prescrire toutes les mesures réclamées pour la sécurité, la salubrité, la tranquillité publique, le maintien du bon ordre et la décence dans le cimetière,

**- ARRÊTE -**

Sont déterminées comme suit pour recevoir leur exécution, les dispositions du règlement sur le cimetière de Rémering-lès-Puttelange.

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

## **SOMMAIRE**

### **INHUMATION**

#### **CHAPITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

- Article 1 : Cimetière - Affectation
- Article 2 : Lieux de sépulture
- Article 3 : Horaires d'ouverture
- Article 4 : Mesures d'ordre général
- Article 5 : Interdictions diverses
- Article 6 : Dégradations

#### **CHAPITRE II : INHUMATIONS**

- Article 7 : Demandes et autorisations
- Article 8 : Identification de défunt
- Article 9 : Mise en sépulture

#### **CHAPITRE III : INHUMATIONS EN TERRAIN COMMUN**

- Article 10 : Emplacements
- Article 11 : Dimensions des fosses
- Article 12 : Inhumations
- Article 13 : Reprise de terrains communs

#### **CHAPITRE IV : INHUMATIONS EN TERRAINS CONCÉDÉS**

- Article 14 : Catégorie de concession
- Article 15 : Dimensions
- Article 16 : Renouvellement
- Article 17 : Conversion
- Article 18 : Acquisition par anticipation
- Article 19 : Reprise des concessions en état d'abandon
- Article 20 : Droits des concessionnaires
- Article 21 : Rétrocessions
- Article 22 : Réduction - Réunion

#### **CHAPITRE V : EXHUMATIONS**

- Article 23 : Demandes et autorisations
- Article 24 : Ouverture des cercueils
- Article 25 : Surveillance et vacations

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

**CHAPITRE VI : MESURES D'ORDRE APPLICABLES AUX TRAVAUX  
EFFECTUES DANS LE CIMETIÈRE**

- Article 26 : Caveaux et monuments
- Article 27 : Surveillance des travaux
- Article 28 : Mesures de protection
- Article 29 : Matériaux - Mortiers - Dépôt
- Article 30 : Échafaudages - Dépôt de terre
- Article 31 : Enlèvement des terres
- Article 32 : Sécurité
- Article 33 : Jours de travail
- Article 34 : Circulation des véhicules
- Article 35 : Ossuaire

**CHAPITRE VII : CAVEAU PROVISOIRE**

- Article 36 : Affectation
- Article 37 : Demande de dépôt - Tarifs
- Article 38 : Délai maximum de dépôt

**CRÉMATION**

**CHAPITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

- Article 39 : Sites cinéraires
- Article 40 : Disposition des cendres

**CHAPITRE II : LIEUX DE SÉPULTURE**

- Article 41 : Espace de dispersion
- Article 42 : Mini-caveau cinéraire
- Article 43 : Mini-tombe cinéraire
- Article 44 : Columbarium individuel

- Article 45 : Exécution

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

## **INHUMATION**

### **CHAPITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 1 - CIMETIÈRE - AFFECTATION**

Ont le droit à une sépulture, (pas à une concession) dans le cimetière communal :

- les personnes décédées sur le territoire de la commune, quels que soient leurs domiciles.

- les personnes domiciliées sur la commune quel que soit le lieu de leur décès.

- les personnes non domiciliées dans la commune mais ayant droit à une place dans une sépulture de famille (concession existante).

- Les Français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune mais qui sont inscrits sur la liste électorale de celle-ci.

#### **Article 2 - LIEUX DE SÉPULTURE**

Les terrains communs et/ou non concédés conformément à l'article 1 ci-dessus, seront attribués au fur et à mesure des inhumations.

Chaque terrain non concédé et chaque concession recevront un numéro d'identification définissant l'implantation géographique.

#### **Article 3 - HORAIRES D'OUVERTURE**

Il n'existe pas d'horaire d'ouverture spécifique du cimetière. Le cimetière est ouvert au public en permanence, sauf fermeture temporaire liée à des impératifs techniques ou administratifs.

Dans tous les cas, les visites ou interventions se limitent à la tombée de la nuit.

#### **Article 4 - MESURES D'ORDRE GENERAL**

Les personnes qui visitent le cimetière et celles que leur occupation y appelle doivent se comporter avec la décence et le respect que commande la destination de ces lieux et n'y commettre aucun désordre.

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

L'entrée du cimetière est interdite :

- aux personnes en état d'ivresse ou à celles dont la tenue serait une cause de scandale,
- aux marchands ambulants,
- aux enfants non accompagnés,
- aux animaux, mêmes tenus en laisse, à l'exception des chiens d'aveugle,
- à tous véhicules, autres que ceux destinés aux convois funéraires, ceux destinés aux travaux de marbrerie et d'entretien, ainsi que ceux permettant à des personnes âgées, impotentes, ou infirmes, de se rendre au plus près d'une sépulture.

**Article 5 - INTERDICTIONS DIVERSES**

Il est interdit :

- d'escalader les murs de clôture du cimetière,
- de marcher sur les sépultures ou les terrains qui en dépendent, autres que la sépulture familiale, sauf par mesure d'intérêt général,
- d'enlever ou de déplacer les objets déposés sur les sépultures,
- d'apposer à l'intérieur ou aux abords extérieurs de l'enceinte du cimetière des panneaux ou affiches publicitaires ou autres, de faire aux visiteurs ou aux personnes qui suivent les convois, des offres de service, des remises de cartes, imprimées ou de stationner dans ce but, soit à la porte, soit dans les allées ou aux abords des sépultures,
- d'intervenir dans le cimetière ou de faire intervenir, sans autorisation écrite et signée, pour réaliser des travaux sur des tombes, hors service extérieur de Pompes Funèbres, ou, relevant de prestation du service extérieur de Pompes Funèbres, sans habilitation.

**Article 6 - DÉGRADATIONS**

Les contraventions au présent règlement et toute dégradation ou dommage causés au domaine public seront constatées par procès-verbal dressé par le Maire et conjointement par la gendarmerie nationale. Les contrevenants seront poursuivis conformément aux lois, sans préjudice des actions en justice que les particuliers pourraient intenter en raison des dommages qui seront causés à leurs biens. La commune ne pourra jamais être rendue responsable des vols ou dégâts intentionnels et/ou accidentels qui seraient commis au préjudice des familles.

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

CHAPITRE II - INHUMATION
--------------------------

### **Article 7 - DEMANDES ET AUTORISATIONS**

Aucune inhumation ne pourra être effectuée :

- sans production du permis d'inhumer délivré par le Maire de la commune d'inhumation ou son adjoint :
- sans production d'une autorisation d'inhumation ou une autorisation de fermeture de cercueil, mentionnant d'une manière précise les noms, prénoms et domicile de la personne décédée, la date de décès, délivrée par le Maire de la commune de décès ou de dépôt.
- Sans que soit écoulé vingt-quatre heures minimums après le décès, et passé 14 jours calendaire après le décès, sauf cas d'urgence, notamment en temps d'épidémie ou si le décès est survenu à la suite d'une maladie contagieuse, sauf dérogation établie par les services préfectoraux, porté à 21 jours

La demande écrite, sera établie minimum 3 jours francs, (Hors samedi, dimanche et jours fériés) avant la date envisagée et utilisera le formulaire spécifique, édité par la commune. La demande devra comporter tous les renseignements sur le défunt, sur la personne chargée de pourvoir à l'inhumation, sur l'entreprise et sur l'emplacement afin de rendre possible l'instruction.

À toutes fins utiles, un plan indiquant la numérotation de chaque sépulture est disponible en mairie et affiché sur site. Aucune demande, (inhumation ou travaux) ne sera autorisée sans renseignement du N° d'emplacement indiqué sur le plan de gestion. (Plan disponible sur demande)

La demande sera cosignée par l'entreprise, disposant d'une habilitation à jour, et par la personne chargée de pourvoir à l'inhumation, avant transmission à la Mairie.

Toutes demandes, (inhumation, dépôt d'urne, exhumation, travaux etc.) fera l'objet d'une autorisation écrite, transmissible par voie dématérialisée. Les demandes s'établissent exclusivement selon les formulaires fournis par la commune et devront être intégralement renseignés.

La non instruction d'une demande équivaut à un refus intégral d'intervention.

### **Article 8 - IDENTIFICATION DU DÉFUNT**

Chaque cercueil portera un moyen d'identification (estampille, plomb, plaque) permettant au responsable du cimetière ou à son représentant de s'assurer de l'identification du cercueil. Cette vérification accomplie, il accompagnera le

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

cercueil jusqu'au lieu d'inhumation.

**Article 9 - MISE EN SÉPULTURE**

L'absence d'indentification du cercueil ou le défaut de concordance entre ces indications et celles précisant l'autorisation de fermeture de cercueil, interdit de fait l'inhumation.

Sauf autorisation spéciale accordée par le Maire, les inhumations auront lieu entre 9 heures et 18 heures. L'ouverture des fosses et des caveaux ne pourra avoir lieu qu'après accord du responsable du cimetière ou de son représentant et s'il y a lieu sur autorisation délivrée par le Maire.

Le cercueil sera déposé dans la fosse ou le caveau, par des personnels habilités. Sauf circonstances exceptionnelles, et après accord écrit de l'autorité municipale la fosse sera immédiatement comblée.

Après chaque inhumation en caveau ou en enfeu la case sera immédiatement isolée au moyen de dalles scellées.

<b>CHAPITRE III - INHUMATIONS EN TERRAIN COMMUN</b>
---

**Article 10 - EMBLEMES**

Les inhumations en terrain non concédé se font dans les emplacements et sur des alignements désignés par l'autorité municipale.

Le terrain commun est mis gratuitement à la disposition des familles pour une durée de 5 ans.

**Article 11 - DIMENSIONS DES FOSSES**

Chaque inhumation devra avoir lieu dans une fosse séparée ayant au minimum deux mètres de longueur sur quatre-vingt centimètres de largeur et une profondeur d'un mètre cinquante.

Les fosses devront être distantes entre elles de quarante centimètres sur les côtés et de soixante centimètres à la tête et au pied. Exceptées les tombes carré 1 n° 99, 100, 101 et 102 qui ne permettent pas de respecter cette distance, elles devront être distantes à la tête de trente centimètres des existantes.

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

**Article 12 - INHUMATIONS**

Pour chaque fosse il ne sera toléré qu'un seul corps.

La superposition ne sera autorisée que dans le cas de l'inhumation d'une mère et de son enfant mort-né ou de deux enfants de la même famille, décédés au cours de la même année ou d'un enfant de moins de trois ans et d'un de ses ascendants, à la condition que les deux inhumations soient effectuées dans le cours de la même année.

Après chaque inhumation la fosse sera remplie de terre bien foulée.

Aucune fondation, aucun scellement ne peuvent y être effectué. Il n'y est déposé que des signes funéraires dont l'enlèvement pourra facilement être opéré au moment de la reprise des terrains par la commune.

**Article 13 - REPRISE DE TERRAINS COMMUNS**

Les emplacements dans lesquels auront lieu les inhumations dans les terrains communs ne seront repris qu'après l'expiration d'un délai minimum de cinq ans.

Sans autre affichage ou information, passé le délai de 5 ans révolu, prévu par le code général des collectivités, un arrêté du maire prononcera la reprise matérielle en vue de libérer les terrains donnés en jouissance. Faute par les familles de les avoir repris, les apprêtements funéraires, déposés sur les tombes reprises, font retour dans le domaine communal qui jugera de leurs destinations.

Il pourra être procédé à l'exhumation des corps au fur et à mesure des besoins ou par série.

Les restes post-mortem qui seraient trouvés dans chaque tombe seront réunis avec soin, dans un reliquaire individuel, pour être déposés dans l'ossuaire du cimetière, ou sur décision du conseil, être incinérés.

<b>CHAPITRE IV - INHUMATIONS EN TERRAINS CONCÉDÉS</b>
---

**Article 14 - CATÉGORIE DE CONCESSION**

Selon délibération N° : 013-2020 du 02 juin 2020 des terrains pourront être concédés dans le cimetière en vue d'y fonder des sépultures particulières ou de famille.

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

Les inhumations y seront faites soit en pleine terre soit dans des constructions (caveaux).

Les concessions de terrains seront attribuées par multiple de 2M<sup>2</sup> sans pouvoir dépasser 6M<sup>2</sup>.

Tant pour la surface que pour la durée, la règle de proportionnalité prédomine concernant la détermination des prix de concession

Selon la volonté du conseil municipal, la durée et les prix suivants sont proposés :

- concessions trentenaires :
  - Tombe simple (2m<sup>2</sup>) : 140 €
  - Tombe double (4m<sup>2</sup>) : 280 €
  - Tombe triple (6m<sup>2</sup>) : 420 €

Les contrats seront accordés sous la forme de concession, contre paiement intégral du montant correspondant. La date de valeur correspond à la date du paiement intégral :

- **Individuelle**, souscrite au profit du titulaire et/ou de la personne nommément désignée, à l'exclusion de toutes autres
- **Collective ou nominatives**, accordée au bénéfice des seules personnes nommément désignées dans l'acte initial, ayant ou non un caractère familial.
- **De famille**, concédée au bénéfice du titulaire, de ses ascendants, de son conjoint et de leurs descendants en lignée directe, sans limite de génération, ainsi que leurs conjoints, mais, dans la limite des places disponibles. Sont exclus les Collatéraux.
- **Familiale étendue**. Concédée au bénéfice du titulaire, de ses ascendants, de son conjoint et de leurs descendants en lignée directe, sans limite de génération ainsi que leurs conjoints et enfants respectifs, dans l'application des règles de prémourant.

Tout concessionnaire peut, de son vivant, par simple lettre, modifier l'affectation et les droits de sa concession. Décédé sans testament le contrat d'un concessionnaire ne peut être modifié même par la succession. De fait les droits à inhumation ne pourront être modifiés.

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

Une inhumation en terrain concédé (Urne, cercueil, reliquaire) est autorisée uniquement sous condition d'être ayant-droit dans la concession. Quand les inhumations ont lieu en pleine terre, les inhumations successives peuvent être faites par superposition mais à condition expresse que la profondeur minimum de 1 m 50 prévue par le décret du 27 avril 1889 soit observée pour la dernière inhumation, les autres corps étant placés respectivement à 2 m 10 et 2 m 60 éventuellement.

Considérant les pouvoirs de police incombant au Maire, notamment en ce qui concerne l'ordre, la décence, la neutralité dans le cimetière, toutes personnes domiciliées sur la commune peut demander une concession. Les autres demandes seront analysées au cas par cas, en fonction de la situation du cimetière à l'instant « T ». Un contrat de concession est assujéti à une obligation d'entretien régulier lié à l'emprise du terrain, afin d'assurer au lieu un état propice au recueillement, chaque concessionnaire s'oblige à maintenir l'emprise de sa concession, inclus débords, en bon état de propreté, de solidité, respectant les règles d'hygiènes, et garantissant la sécurité des visiteurs. Les inhumations successives en terre peuvent générer des affaiblissements de terrain sous la concession, générant un affaissement du monument. Ce gite étant causé par l'exploitation du concessionnaire, sera rétabli sans délai sur simple demande de la Mairie. Le défaut d'entretien régulier, les mousses, lichens, noir de pollution et autres états démontre la cessation d'entretien pouvant aboutir à l'intégration de la tombe incriminée dans la procédure de reprise prévue par l'article L.2223-17 du CGCT

**Article 15 - DIMENSIONS**

Les concessions seront d'une superficie minimum de deux Mètres carré, et pour les superficies supérieures, accordées par multiple de deux Mètres carré, sans dépasser les 6 Mètres carré.

Chaque concession aura une longueur minimum de deux mètres, une largeur d'un mètre et une profondeur d'un mètre cinquante. Les concessions devront être séparées entre elles par un intertombe de quarante centimètres sur les côtés, à la tête et aux pieds, correspondant à un espace public de circulation. Exceptées les tombes carré 1 n° 99, 100, 101 et 102 qui ne permettent pas de respecter cette distance, elles devront être distantes à la tête de trente centimètres des existantes. Sur cet espace public les familles devront construire des "semelles", "bordure" ou "trottoir", à la condition que ces aménagements recouvrent l'intégralité de l'intertombe, et soient d'un seul tenant, sans rupture de niveau. Les concessionnaires ne pourront établir de constructions, caveaux, clôtures et plantations au-delà de ces limites. Ces espaces intertombe constituent les parties communes du cimetière, au sein desquelles les usagers doivent pouvoir circuler en sécurité et sans entrave.

Tout particulier pourra faire placer sur la fosse d'un parent ou d'un ami, une pierre sépulcrale ou tout autre signe indicatif de sépulture. Se faisant, une demande

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

d'autorisation de travaux est nécessaire conformément à l'article 26 pour tous travaux dans le cimetière.

La construction de caveau est possible après autorisation, à la condition qu'il soit recouvert d'un monument ou d'une dalle intégrale béton de minimum 5 Cm d'épaisseur. En aucun cas un caveau ne pourra être fermé par de simple « dalette » béton s'il n'est recouvert d'un monument.

La construction de caveau au-dessus du sol (enfeu) est interdite sauf dérogation exceptionnelle.

**Article 16 - RENOUELEMENT**

Les concessions à terme échu, sont indéfiniment renouvelables au prix du tarif en vigueur au moment de leur renouvellement.

Aucune inhumation ne pourra avoir lieu dans une concession échue, ou dans le délai de 5 ans précédant l'échéance.

Dans les cinq années précédant son échéance, en cas de besoin d'inhumation, le contrat devra être renouveler par anticipation.

Dans les deux années suivant la date d'échéance de son contrat, le concessionnaire ou ses descendants peuvent user de leurs droits à renouveler. Les collatéraux ne disposent pas de droit à renouvellement. Passé le délai de 2 ans prévu par l'article L.2223-15 du CGCT, les familles ne disposent plus d'un droit automatique de renouvellement. Les demandes seront soumises à approbation du Maire.

En cas de décès du concessionnaire, le renouvelant d'une concession agit au nom et pour le compte de l'ancien concessionnaire. Les conditions d'utilisation devront rester les mêmes que lors du contrat initial et les droits à inhumation ne pourront être modifiés afin de respecter la volonté du fondateur.

Chaque concessionnaire, renouvelant ou référent, se doit de faire connaitre à la mairie par écrit (RAR) tout changement d'adresse ou d'ayant-droit ou encore d'une donation du vivant, modifiant ainsi l'ancien lien qui unissait la commune au concessionnaire.

Dans l'objectif d'informer les descendants et/ou les concessionnaires qui n'auraient fait aucune démarche auprès de la commune pour actualiser leurs adresses une liste des concessions échues est affichée au cimetière.

De même, des plaquettes informant de l'échéance, seront apposées sur les sépultures dont les concessions sont échues.

Le fait de n'avoir informé la commune du changement d'adresse ou de référent annule de fait la responsabilité de cette dernière en cas de non-communication de renseignement sur l'échéance du contrat.

Passé le délai de deux ans, prévu par l'article L.2223-15 du Code Général Des Collectivités, les concessions non renouvelées font retour à la commune qui en dispose dans le respect des dépouilles.

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

**Article 17 - CONVERSION**

Les concessions ne sont pas convertibles en concession de plus longue durée ou de plus courte durée.

**Article 18 - ACQUISITION PAR ANTICIPATION**

Au regard de l'évolution des pratiques funéraire et de l'augmentation du nombre de contrat de type "testament Obsèques", il sera possible de formuler une demande de concession par anticipation et de la payer.

L'octroi d'une concession "anticipée" est soumis à l'obligation de pose au minimum, d'une semelle 140 X 240 afin de garantir l'uniformité du terrain tant pour l'ordre que pour la neutralité du lieu.

En ce cas, le futur concessionnaire s'engage à faire poser ladite semelle dans les 2 mois qui suivent l'acquisition. En cas de pose anticipée d'un caveau, ce dernier sera recouvert soit d'une dalle béton 100 x 200 x 5 Cm d'épaisseur et/ou d'un monument de son choix, afin de ne pas laisser le dessus du caveau avec les seules dalette de fermeture. En aucun cas, même temporairement, il ne sera toléré la présence de dalette simple.

Passé ce délai, et faute d'avoir réalisé les travaux, la concession fera l'objet d'un remboursement et l'acte sera annulé.

**Article 19 - REPRISE DES CONCESSIONS en état d'abandon**

Une concession trentenaire ne peut être réputée en état d'abandon avant l'expiration d'un délai de trente ans à compter de la date de l'acte fondateur de la concession.

La procédure prévue est prescrite au code général des collectivités territoriales articles L 2223-17 et suivant. Elle ne peut être engagée que dix ans après la dernière inhumation faite dans le terrain concédé.

Nul besoin d'un état de ruine pour qu'une concession soit justifiable d'être intégrée dans une procédure.

C'est seulement après l'exécution de cette procédure, et notamment la reprise matérielle des corps que le terrain peut faire l'objet d'un nouveau contrat de concession à une nouvelle famille.

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

**Article 20 - DROITS DES CONCESSIONNAIRES**

Les concessions de terrain devant échapper à tout acte de vente, elles ne sont susceptibles d'être transmises qu'à titre gratuit par voie de succession ou de donation.

**Article 21 - RÉTROCESSIONS**

La rétrocession de concessions libres, ou redevenues libres peut être exceptionnellement admise à titre gratuit ou onéreux, après décision de Conseil Municipal.

**Article 22 - RÉDUCTION RÉUNION**

Aucune réduction de corps ou réunion de corps ne pourra avoir lieu sans autorisation préalable du Maire.

Ces opérations ne peuvent intervenir qu'au terme du délai de rotation de cinq ans.

L'opération de réunion/réduction de corps doit être regardée comme un acte d'exhumation imposant l'application de la réglementation relative aux exhumations.

L'opération de réduction ne peut s'opérer que si le corps est réduit à l'état d'ossement.

La demande sera formulée par écrit, par le(les) plus proche(s) parent(s) du/des défunts.

<b>CHAPITRE V - EXHUMATIONS</b>
---------------------------------

**Article 23 - DEMANDES ET AUTORISATIONS**

Aucune exhumation, sauf celles ordonnées par l'autorité judiciaire, ne pourra avoir lieu sans autorisation préalable délivrée par le Maire.

La demande d'exhumation doit être formulée par écrit par le ou les plus proches parents au même degré de la personne défunte ou d'un mandataire. Elle indique le nom du défunt, la filiation avec le demandeur et le N° de l'emplacement selon le plan de gestion en vigueur. L'exhumation est toujours faite en dehors des heures d'ouverture, ou cimetière fermé par arrêté municipal, en présence d'un

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

parent ou d'un mandataire de la famille et d'un représentant de l'autorité municipale. Il est dressé constatation de l'opération. Cette constatation est intégrée au dossier de la tombe concernée.

**Article 24 - OUVERTURE DES CERCUEILS**

Si, au moment de l'exhumation, le cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne peut être ouvert que s'il s'est écoulé cinq ans depuis le décès. S'il est trouvé détérioré, le corps est placé dans un autre cercueil ou dans une boîte à ossements.

Sauf cas de dépôt temporaire, l'exhumation du corps d'une personne atteinte, au moment du décès, de maladie contagieuse, ne peut être autorisée qu'après l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date du décès.

Si le corps est destiné à être ré inhumé dans le même cimetière, la réinhumation doit se faire immédiatement.

Si le corps doit être ré inhumé dans un autre cimetière de la commune, la translation doit s'opérer sans délai.

Si le corps doit être réinhumés dans le cimetière d'une autre commune, le corps doit être mis dans une nouvelle bière, et le transport ne peut avoir lieu qu'après autorisation écrite de la commune d'accueil et pose des scellés sur le cercueil transporté hors de la commune.

**Article 25 - SURVEILLANCE ET VACATIONS**

Afin d'assurer l'exécution des mesures de police prescrites par les lois et règlements, les opérations de fermeture du cercueil, lorsque le corps est transporté hors de la commune de décès ou de dépôt et dans tous les cas lorsqu'il y a crémation, ainsi que les opérations d'exhumation, de réinhumation et de translation de corps s'effectuent sous la responsabilité et la présence du Maire ou de l'un de ses Adjoints. Aucune vacation n'est demandée.

<b>CHAPITRE VI - MESURES APPLICABLES AUX TRAVAUX RÉALISÉS DANS LE CIMETIÈRE</b>
---

**Article 26 - CAVEAUX ET MONUMENTS**

En application des articles L.2213-8 et 9, et sans remettre en cause l'article L.2223-13 du CGCT toute personne ayant l'intention de faire construire un caveau, ériger un monument, réaliser des travaux de sépulture, ou de gravure, doit en formuler la demande écrite à la mairie.

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

**La demande devra être présentée par écrit, 72 Heures minimum avant la date prévue des travaux (Non-compris les Samedis, Dimanches et jours fériés) et comporter :**

- le nom du ou des demandeurs, et le pouvoir donné à l'entreprise mandataire,
- la dénomination de l'entreprise choisie,
- L'emplacement précis de la sépulture concernée, selon le plan de gestion en vigueur, ainsi que le nom du plus récent des défunts.
- la nature exacte des travaux, (détail et plan si besoin)
- le jour de l'intervention, (minimum 72 H)
- la durée prévue pour l'achèvement des travaux.
- le N° d'habilitation le cas échéant, ainsi que la liste des prestations pour lesquelles cette habilitation a été attribuée, lorsque les travaux sont consécutifs à décès.

Toutes entreprises, intervenant au cimetière seront munies, sur site, de l'autorisation délivrée par le Maire. La non instruction d'une demande équivaut à son refus.

Il sera dressé procès-verbal de toute intervention "sauvage" (hors autorisation) de toute dégradation survenue aux autres sépultures, ainsi que toute modification d'aspect des communs (ornières, gâche de ciment, reste de terre neuve, planches). En vue de statuer devant les tribunaux compétents.

Les entreprises incriminées, après notification du Procès-Verbal ci-dessus évoqué, **verront leur autorisation de travaux et/ou leur habilitation remise en cause pour une durée de 1 an, sans préjudice du droit de l'administration de faire exécuter le travail d'office et aux frais des entreprises incriminées en cas de dégradation.**

Les monuments, caveaux, tombeaux, et autres pierres tombales installés sur une concession ne devront pas dépasser, sans être inférieurs aux dimensions hors tout semelle comprise de :

- |                      |                                   |
|----------------------|-----------------------------------|
| -pour 2 M 2 concédés | 1,40 Mètre X 2,40 Mètre           |
| 2,40 Mètre           | -pour 4 M 2 concédés 2,40 Mètre X |
| -pour 6 M2 concédés  | 3,40 Mètre X 2,40 Mètre           |

Les semelles sont obligatoires et devront joindre sur toute la longueur et être parfaitement à niveau des semelles voisines pour obtenir ainsi une circulante d'au minimum 0,40 Mètre entre chaque tombe, sans aucun intervalle de séparation. Le rhabillage des semelles est interdit, sauf à être bouchardées.

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**



Les constructeurs doivent se conformer aux alignements qui leur sont donnés et ne peuvent commencer les travaux avant d'y être autorisés. (Voir Chapitre IV Article 15)

Aucune inscription ne peut être portée sur les sépultures, sans être soumise à l'approbation préalable du Maire. Toute intervention sur site sans autorisation fera l'objet d'un procès-verbal de constat établi par l'autorité municipale et sera transmis au procureur de la république et au préfet pour statuer sur la suppression de l'habilitation du contrevenant.

#### **Article 27 - SURVEILLANCE DES TRAVAUX**

Le Maire, ses adjoints, les employés communaux peuvent faire suspendre les travaux en cas d'infraction aux prescriptions qui précèdent et en référer au Maire. Les concessionnaires ou constructeurs doivent se conformer aux dispositions qui leur sont prescrites par l'agent de l'administration ou son mandataire. Lorsque par suite des fouilles, des ossements sont mis à découvert, ils doivent être recueillis avec soin, déposés dans un reliquaire, puis réinhumés dans l'ossuaire ou être incinérés.

#### **Article 28 - MESURES DE PROTECTION**

L'approche des fouilles, ouvertes pour l'établissement des sépultures ou caveaux en construction doit être défendue au moyen d'obstacles visibles, par les concessionnaires ou les constructeurs, afin d'éviter tout accident pour les personnes qui visitent le cimetière.

#### **Article 29 - MATÉRIAUX - MORTIERS - DÉPÔT**

Le sciage et la taille des pierres destinées à la construction des monuments et généralement tout façonnage pouvant être exécuté au dehors sont interdits dans le cimetière.

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

Les entrepreneurs doivent procéder aux travaux en faisant le moins de nuisances possibles et doivent laisser les lieux propres après leur départ.

**Article 30 - ÉCHAFAUDAGES - DÉPÔT DE TERRE**

Tout échafaudage nécessaire pour les travaux de construction doit être dressé de manière à ne point nuire aux constructions voisines, ni aux plantations existant sur les sépultures ou dans les autres parties du cimetière. Aucun dépôt, même momentané, de terre, matériaux, outils, vêtements ou objets quelconques, ne peut être effectué sur les tombes voisines.

**Article 31 - ENLÈVEMENT DES TERRES**

Les entrepreneurs font enlever à leurs frais et sans délai, conformément au code de l'environnement (art 541-2), les terres et autres déchets provenant des fouilles ou travaux réalisés pour le compte des concessionnaires ou de leurs descendants, ces derniers restants les producteurs de ces déchets et devant s'assurer que les personnes à qui ils les remettent sont autorisés à les prendre en charge. Les abords des sépultures sont toujours libres et nets comme avant la construction.

**Article 32 - SÉCURITÉ**

Les familles sont responsables des dégâts que pourraient occasionner leurs monuments ou plantations.

Si la Mairie juge qu'une construction menace ruine et compromet de ce fait la sécurité publique, elle en avise le concessionnaire ou ses ayants droit et invite ceux-ci à prendre toutes dispositions utiles, dans les plus brefs délais.

Au cas où ceux-ci ne donnent pas suite à cette mise en demeure, la commune se substitue à eux et fait procéder d'urgence, à leurs frais, aux travaux nécessaires à la mise en sécurité.

Dans tous les cas l'emplacement sera de fait intégrer dans une démarche de procédure de reprise des tombes en état d'abandon conformément et sous réserve d'application de l'article L.2223-17 du C.G.C.T.

En aucun cas, la commune ne peut et ne saurait être tenue pour responsable des dégâts dans les circonstances qui viennent d'être indiquées. Homme de l'art par définition, les professionnels mandatés par les familles devront s'assurer que leur mission ne viendra pas, hors sol comme sous-sol poser problème aux sépultures adjacentes. Si tel venait à être le cas, ils seraient responsables des conséquences, sauf à avoir prévenus la Mairie, et avoir reçus une nouvelle autorisation.

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

**Article 33 - JOURS DE TRAVAIL**

Sauf autorisation du Maire, les entrepreneurs exercent leur profession les jours ouvrables pendant les heures d'ouverture du cimetière.

Aucun travail de construction, de terrassement, de plantation n'a lieu dans le cimetière les dimanches et jours fériés.

D'une manière générale les gros travaux d'apprêtement funéraire ne pourront se réaliser dans la semaine précédente les fêtes mortuaires. (Rameaux, Toussaint, et autres cultes)

**Article 34 - CIRCULATION DES VÉHICULES**

Les véhicules transportant des matériaux destinés à la construction des caveaux, à l'édification des monuments, ainsi qu'à l'enlèvement des terres provenant des fouilles, peuvent pénétrer dans le cimetière, sous réserve que la charge utile du véhicule n'entraîne aucune dégradation des allées et qu'ils soient conditionnés de telle façon que le braquage leur permette de tourner dans les allées sans causer de dégâts aux plates-bandes, aux bordures et aux sépultures.

Les entrepreneurs peuvent utiliser des engins mécaniques pour le creusement des fosses en veillant à ce que ces engins n'entraînent aucune dégradation des lieux et des tombes voisines. L'utilisation d'outillages mécaniques à proximité immédiate de tombes ou de matériaux de résistance insuffisante est interdite.

**Article 35 – OSSUAIRE**

Il est affecté à perpétuité dans le cimetière N°: 1 Carré N°: 1 Tombe N°: 97

Il est destiné à recevoir uniquement des reliquaires en bois, contenant les restes post mortem des défunts inhumés dans le cimetière ou des urnes cinéraire. Le dépôt se fera obligatoirement en présence de l'autorité municipale. Sur le reliquaire ou l'urne sera porté au minimum le N° de l'emplacement d'origine, et, si cela est possible le ou les noms des défunts.

Au sein de l'ossuaire, un espace sera délimité pour le dépôt de reliquaire des personnes opposées à la crémation. Les reliquaires des personnes opposées à la crémation, seront identifiés par un marquage spécial, et déposés dans l'espace dédié.

Aucun dépôt ne sera toléré s'il n'est pas identifié et dans un reliquaire.

Les noms seront inscrits dans un registre spécial tenu en mairie.

CHAPITRE VII - CAVEAU PROVISOIRE
----------------------------------

**Article 36 - AFFECTATION**

Un caveau provisoire, propriété de la commune, situé Carré N° : 1 Emplacement N° : 97 du cimetière N° : 1 est mis à la disposition des familles pour le dépôt des corps et/ou des urnes, pendant le délai nécessaire à l'acquisition d'une concession, à la construction ou réparation d'un caveau ou d'un monument ou lorsque ces corps doivent être transportés hors de la commune ou pour toute raison qui interdirait l'inhumation d'un défunt dans l'emplacement prévu dans le cimetière communal.

**Article 37 - DEMANDE DE DÉPÔT - TARIFS**

Les familles désireuses de déposer un corps dans le caveau provisoire (urne, reliquaire, ou cercueil) doivent en faire la demande, par écrit, au Maire, en précisant les noms, prénoms et domicile du défunt ainsi que la date de décès. Seuls les ayants-droits à inhumation dans le(s) cimetière(s) de la commune, pour lesquels il a été établi un permis d'inhumer peuvent reposer au caveau provisoire. Tout dépôt de corps est gratuit pendant les 14 premiers jours à compter de la date du dépôt. Un forfait de 100 € est établi par mois suivante. Toute mois commencé est du.

**Article 38 - DÉLAI MAXIMUM DE DÉPÔT**

Après fermeture du cercueil effectuée conformément aux dispositions de l'article R.2213-20 celui-ci peut être déposé temporairement dans un dépositaire ou caveau d'attente pour une durée ne dépassant pas 14 jours calendaire.

Si le délai excède 14 jours calendaire, l'admission ne peut être autorisée que si le corps est placé dans un cercueil hermétique, conformément aux articles R.2213.27 et R.2213.28 du Code des collectivités.

Les corps ne pourront séjourner plus de 6 semaines dans le caveau provisoire.

Tout corps qui, à l'expiration de ce délai, et après mise en demeure signifiée à la famille, n'a pas été retiré, sera inhumé en terrain commun, aux frais de la famille.

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

## **CRÉMATION**

### **CHAPITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 39 - SITES CINÉRAIRES**

Pour répondre au développement de la crémation, quatre types d'équipement cinéraires sont proposés pour le dépôt des cendres :

- Espace de dispersion ou jardin du souvenir
- Mini caveau cinéraire
- Mini tombe cinéraire
- Columbarium individuel

#### **Article 40 - DISPOSITION DES CENDRES**

Les urnes cinéraires peuvent être placées dans les sépultures familiales traditionnelles à condition que le défunt soit un ayant-droit. De même, le dépôt d'une urne sur une sépulture est autorisé, sous réserve que le défunt soit ayant-droit et que l'urne soit d'un matériau résistant (granit ou bronze), scellée et non collée

Le dépôt d'une urne dans ou sur une sépulture existante fait l'objet des mêmes demandes d'inhumation que pour une inhumation traditionnelle.

### **CHAPITRE II - LIEUX DE SÉPULTURE**

#### **Article 41 - ESPACE DE DISPERSION (Droit d'usage gratuit sauf la gravure de la plaque)**

À la demande des familles, les cendres des corps des défunts ayant été incinérés, devront y être dispersées en totalité et non versées ou inhumées en un point particulier.

La dispersion est un acte d'inhumation imposant la délivrance d'un permis d'inhumer.

Se reporter aux articles liés à la demande d'inhumation de défunt.

Un dispositif permet aux familles d'identifier l'inhumation par l'apposition d'une plaquette de granit pour gravure de l'épitaphe du défunt. La gravure d'épitaphe, en un autre endroit ou sur un autre support que celui déterminé par la commune

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

est prohibé. La plaquette de granit servant à accueillir la gravure est fournie par la commune et incluse dans le droit d'usage, la gravure du nom du prénom et du jour de naissance ainsi que celui du décès (seul frais pour la famille). Une fois gravée, la famille retournera la plaquette à la commune qui seule aura autorité pour la pose.

Pour le bon ordre et l'esthétique de l'équipement, les fleurs artificielles et autres articles funéraires (plaque), ne peuvent faire l'objet d'un dépôt permanent sur le champ de dispersion. Les fleurs fraîches coupées sont autorisées, elles seront enlevées par l'autorité municipale une fois fanées. Le dépôt de coupe, vase de fleurs ou autre plante en racine est interdit.

**Article 42 – MINI-CAVEAU CINERAIRE**

Les familles ont la possibilité d'obtenir des contrats d'occupation d'un bien public en terrain concédé pour lesquels elles pourront faire déposer les urnes contenant les cendres de leurs défunts. Ces contrats sont soumis au droit commun des concessions de cimetière.

Tarif et durée des Mini-caveau cinéraire 30 ans : 300 €

Les mini-caveaux sont composés d'une cuve étanche, et déjà équipé d'une fermeture en granit respectant la charte graphique du carré cinéraire. La personnalisation des mini-caveaux est interdite. Les familles, ont la possibilité de déposer des plaques commémoratives ou tout signe culturel, plante en pot ou fleur, devant, dessus chaque caveau.

**Article 43 – MINI-TOMBE CINÉRAIRE**

Les familles ont la possibilité d'obtenir une concession de terrain trentenaire de 2m<sup>2</sup> dans le carré 3 du cimetière de REMERING LES PUTTELANGE pour y ériger une mini-tombe cinéraire dans laquelle elles pourront faire déposer les urnes contenant les cendres de leurs défunts. Le tarif est identique à la concession trentenaire de "Tombe simple (2 M<sup>2</sup>)". Les contrats sont accordés sous la forme de concession identique à l'article 14 : familiale étendue, de famille, individuelle, collective ou nominative. Les contrats seront indéfiniment renouvelables.

Seuls les caveaux cinéraires de dimensions 50 cm x 50 cm x 40 cm et de dimensions 60 cm x 60 cm x 40 cm sont autorisés.

Les dimensions de la tombe cinéraire à respecter sont les suivantes : largeur 60cm, longueur 85cm et hauteur 1m. Les petits bancs pour se recueillir sont acceptés avec les dimensions suivantes : largeur 38 cm, longueur 60 cm

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

(préconisée), sans pouvoir dépasser 90 cm et hauteur 50 cm.

L'alignement des tombes cinéraires et des bancs devra se faire sur la première mise en place à l'angle du cimetière dans le carré 3.

Tout dépôt, déplacement ou retrait d'une urne ne pourra se faire qu'avec l'accord écrite du concessionnaire (ou le plus proche parent) et l'autorisation du Maire.

Les signes funéraires et fleurs placés sur et devant la tombe cinéraire en terrain concédé ne doivent pas dépasser les dimensions de l'emplacement.

**Article 44 – COLUMBARIUM INDIVIDUEL**

Un columbarium individuel est disponible pour les familles qui seraient désireuses d'obtenir un contrat d'occupation d'un bien public :

Columbarium individuel Tarif et durée 30 ans : 400 €

Les contrats seront indéfiniment renouvelables.

Pour le bon ordre et l'esthétique de l'équipement, les fleurs artificielles et autres articles funéraires (plaque), ne peuvent faire l'objet d'un dépôt permanent sur ou au pied du columbarium collectif. Les fleurs fraîches coupées sont autorisées, elles seront enlevées par l'autorité municipale une fois fanées. Le dépôt de coupe, vase de fleurs ou autre plante en racine est interdit. Il est autorisé de placer un soliflore sur la porte de fermeture de la case concédée (à charge du concessionnaire).

Les columbariums sont réalisés en granit massif respectant la charte graphique du carré cinéraire. La personnalisation est interdite. Pour favoriser le recueillement des familles, celles-ci ont la possibilité de déposer des plaques commémoratives ou tout signe culturel, plante en pot ou fleur, devant, dessus chaque caveau. Toutes acquisitions d'une concession cinéraire imposent l'acceptation et la considération des articles 39 à 44 du présent règlement.

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

**Article 45 - EXÉCUTION**

Ces mesures sont applicables immédiatement, les arrêtés et règlements antérieurs ayant même objet sont et demeurent abrogés.

Les personnels en charge pourront à tout moment intervenir auprès des familles présentes pour rappeler les conditions de fonctionnement du site et intervenir sur les emplacements qui ne respecteraient pas la réglementation.

Monsieur le chef de brigade de la gendarmerie de Puttelage-aux-Lacs, Monsieur le Maire, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le préfet.

<b>Décisions prises dans le cadre des délégations accordées au Maire</b>
--

Le Maire informe le conseil des décisions qu'il a prises dans le cadre de ses délégations. Le Conseil Municipal prend note des décisions suivantes prises par le Maire depuis la dernière réunion du Conseil Municipal.

**Décision concernant les concessions dans le cimetière :**

Renouvellement de concession accordée à :

- Mme Yolande LINDEN

\*\*\*\*\*

**Séance du 24 septembre 2025**

**Délibérations**

015-2025	Adoption d'une amende administrative pour dépôts sauvages
016-2025	ALCOME – Protection de l'environnement
017-2025	Non-valeur
018-2025	Subvention AMISSUR

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

019-2025	Subvention Sapeurs-pompiers des Lacs
020-2025	ONF- Travaux d'exploitation 2026
021-2025	Création de poste
022-2025	Convention relative aux itinéraires cyclables communautaires
023-2025	Règlement cimetière

**Membres présents**

Jean-Luc ECHIVARD	
Jeannine QUODBACH	
Jean-Jacques LINDEN	Procuration
Chantal TOUSCH	
Nadine VIGOUROUX	
Nathalie RAPP	Procuration
Thierry POLLRATZKY	
Christophe BLUM	
Magali JUNG-SAUNIER	
Nathalie KARST	

Commune de **REMERING LES PUTTELANGE**  
Délibérations du Conseil Municipal

**Séance du MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025**

Xavier KIRCH	Absent
Stéphane ZANGA	Procuration
Caroline HEYMANN	
André ZINS	Procuration
Sébastien MERTZ	Procuration